

(1)

N° 147)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 MAI 1904.

Proposition de loi modifiant l'article 179 de la loi du 18 juin 1869
sur l'organisation judiciaire ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. FERON.

MESSEURS,

La proposition a été déposée, le 24 juillet 1903, par MM. Louis Bertrand, E. Vandervelde, G. Lorand, Félix Cambier, J. Destrée et L. Meysmans.

Soumise à l'examen des sections le 3 février 1904, elle a été adoptée dans la 2^e section par 4 voix contre deux; dans la 4^e section, à l'unanimité des quatre membres présents; dans la 5^e section, par trois voix et quatre abstentions; dans la 6^e section, par deux voix contre une. La proposition a été rejetée dans la 1^{re} section par une voix contre une. Même vote dans la 3^e section.

MM. Lefebvre, Dufrane, Helleputte, Berloz, Van Langendonck et Feron ont été désignés comme rapporteurs.

Dans la 1^{re} section, l'avis a été émis qu'une loi était inutile et qu'une circulaire ministérielle suffirait; qu'au surplus, il était désirable que les magistrats s'abstinssent de participer aux affaires commerciales ou financières.

Dans la 2^e section, un membre a donné comme motif de son abstention à l'article premier, le fait que « *le projet attaque le Gouvernement et la magistrature* ». Il trouve aussi que les délais de l'article 2 sont trop courts.

Dans la 5^e section, un membre a exprimé l'avis que le projet rentrait dans

(1) Proposition de loi, n° 225 (session de 1902-1903).

(2) La Section centrale, présidée par M. NERINX, était composée de MM. LEFEBVRE, DUFRANE, HELLEPUTTE, BERLOZ, VAN LANGENDONCK et FERON.

l'esprit de la loi de 1845, qui était d'interdire aux magistrats tout emploi rétribué en dehors de leurs fonctions

Un autre membre exprime l'opinion que la proposition va trop loin et que l'on pourrait autoriser les magistrats à être commissaires dans les sociétés, mais sans émoluments. Des magistrats ont un grand intérêt à surveiller les entreprises dans lesquelles leurs fonds sont engagés. Mais l'objection est faite par un autre membre que les émoluments pourraient être dissimulés.

Enfin, dans la 6^e section, un membre déclare que les termes de l'Exposé des motifs ne lui permettraient en aucun cas de voter le projet, sur lequel il fait aussi toutes réserves quant au fond.

Un autre membre déclare que, sans adhérer à toutes les considérations de l'Exposé des motifs, il est favorable au projet, sous réserve des amendements ci-après :

1^o Supprimer, dans le texte du premier alinéa du nouvel article 179 proposé, les mots : « *à la fondation* ».

2^o Ajouter, à la suite de ce premier alinéa, la disposition suivante :

« Il est interdit à tout magistrat de figurer en qualité de fondateur dans »
« les actes de constitution des sociétés anonymes ou en commandite par »
« actions, sauf dans le cas où son intervention serait nécessitée par l'apport »
« en nature de biens mobiliers ou immobiliers qui seraient sa propriété ou »
« celle de son épouse. »

3^o Ajouter aussi la disposition suivante :

« Les interdictions comminées par la présente loi ne s'appliquent pas à »
« l'exercice des droits de surveillance, de contrôle ou d'autorisation qui »
« peuvent appartenir aux associés commanditaires dans les sociétés en com- »
« mandite simple ou aux associés en participation. »

La 6^e section a voté sur chacun de ces amendements.

Elle a adopté le premier à l'unanimité et le troisième par deux voix contre une. Elle a rejeté le second par une voix contre une et une abstention.

La Section centrale a amendé le projet.

A l'unanimité de ses membres, elle a supprimé les mots « *à la fondation* » inscrits dans l'article premier.

Le premier paragraphe du projet a ensuite été adopté par quatre voix contre trois.

Par quatre voix et trois abstentions, la Section centrale a adopté, en en modifiant le texte, l'amendement formulé en sixième section pour déterminer les cas dans lesquels les membres de l'ordre judiciaire pourront avoir qualité de *fondateurs*.

Par quatre voix et deux abstentions, la Section centrale a adopté le dernier amendement de la sixième section, relatif aux associations en commandite simple et aux associations en participation.

Au vote sur l'ensemble, le projet a été adopté par quatre voix contre deux.

Les motifs qui ont déterminé les résolutions de la Section centrale sont ceux qui avaient déjà fait inscrire, dans l'article 16 de la loi du 20 mai 1845,

les prescriptions d'intérêt public que l'article 179 de la loi du 18 juin 1869 a reproduites sans y rien changer.

C'est une règle généralement admise que les citoyens qui occupent des fonctions publiques rétribuées par l'État ne peuvent, en même temps, suivre d'autres carrières lucratives. Elle s'applique aux emplois les plus modestes et elle rend souvent la vie difficile aux petits fonctionnaires et aux ouvriers des administrations publiques. On ne songe cependant pas à y renoncer. L'opinion publique n'est pas favorable aux cumuls. Souvent, il existe entre les devoirs assumés des incompatibilités réelles et de véritables contradictions. Même lorsque rien de semblable n'est à craindre, il est rare que la carrière accessoirement suivie n'absorbe pas une partie du temps et du travail qu'exige l'emploi principal. Enfin, c'est aussi une règle d'équité que, dans l'inévitable lutte pour la vie, on maintienne quelque égalité entre les concurrents. Or, le fonctionnaire déjà appointé par l'État aurait une trop évidente avance sur le simple citoyen, livré à ses seules forces, auquel il disputerait les avantages que peuvent offrir les carrières libres.

Toutes ces raisons existent plus puissantes encore pour les magistrats que pour les autres citoyens qui occupent des fonctions publiques. Et l'interdiction des cumuls est assurément moins pénible pour eux que pour beaucoup de fonctionnaires d'un rang plus modeste.

Les membres de l'ordre judiciaire sont d'ailleurs placés dans des conditions exceptionnelles de dignité et d'indépendance. Le Gouvernement est sans droit sur eux. Ils exercent la mission sociale la plus haute et les pouvoirs les plus redoutables. La fortune, la liberté, l'honneur, la vie des citoyens sont entre leurs mains, et cela rend nécessaire que les magistrats soient soustraits, aussi complètement que possible, à l'âpre lutte des intérêts dont la loi les appelle à juger les innombrables péripéties. Il ne faut pas qu'ils soient exposés au soupçon.

La magistrature belge est de celles qui ont conquis l'estime et le respect et elle a, au plus haut degré, le souci de sa dignité. Sa considération ne saurait être atteinte par les récents débats judiciaires que rappelle l'Exposé des motifs de la proposition de loi, car il ne s'agissait là que des actes d'un seul magistrat.

La Section centrale n'a pas à juger ces actes, pas plus qu'elle n'entend faire siennes toutes les appréciations de l'Exposé des motifs. Mais elle n'hésite pas à admettre que la loi présente des lacunes et qu'il importe de les combler. Nous avons la conviction que tel est aussi le sentiment général de notre magistrature.

Lorsque les dispositions qui constituent aujourd'hui l'article 179 de la loi de 1869 furent présentées à la Chambre, elles avaient été motivées aussi par une révolte du sentiment public contre les fraudes financières. M. Delehay, rapporteur de la Section centrale, disait :

« La Chambre se rappellera qu'il y a trois ans, il s'était élevé en Belgique
» un cri général de réprobation contre la plupart des associations qui
» s'étaient formées alors, il faut bien le dire, aux dépens de la fortune
» publique. On voyait malheureusement figurer plusieurs noms de magis-
» trats dans ces associations. »

Il se trouve aujourd'hui, après le développement énorme des sociétés anonymes et, il faut bien le dire aussi, des fraudes financières, que la loi n'est plus suffisante.

La proposition de M. Bertrand, amendée, lui donne les compléments nécessaires.

La fondation même des sociétés donne lieu à des réclames éhontées. La vanité dérisoire des apports est trop souvent couverte par la séduction des noms et des titres des fondateurs, des administrateurs, des membres du conseil de surveillance.

Il ne faut pas que les noms de nos magistrats puissent être compromis dans de pareilles aventures et qu'ils contribuent, habilement exploités par les lanceurs d'affaires, à inspirer une confiance trompeuse à de malheureux actionnaires.

La loi sur les sociétés autorise les souscripteurs d'actions libérables en espèces à ne pas prendre qualité de fondateurs. La Section centrale estime que, lorsque des magistrats souscrivent des actions, ils doivent faire usage de ce droit et ne pas autoriser, sans nécessité, l'emploi de leurs noms dans une pensée de réclame.

Ils ne peuvent apparaître comme fondateurs que si leur intervention est nécessitée par l'apport d'un bien dépendant de leur patrimoine personnel, comme, par exemple, l'usine que la mort du père transmet à ses enfants.

Et ils ne doivent pas non plus intervenir, en général, comme membres des conseils de surveillance, dans la marche des sociétés. En dehors des cas qui se produisent parfois et où les sociétés industrielles ne sont guère que la mise en commun d'un patrimoine de famille, il n'est aucune raison qui désigne particulièrement les membres de l'ordre judiciaire pour des fonctions de ce genre.

Il est même permis de penser que la nature de leurs travaux et de leurs préoccupations habituelles ne les prédispose pas spécialement aux aptitudes qu'exige la surveillance de sociétés commerciales ou financières. Une expérience des affaires, antérieurement acquise, semble nécessaire pour que la surveillance puisse avoir quelque réalité. Et il est permis de dire que l'institution des conseils de surveillance est loin d'offrir, dans la plupart des cas, les garanties que l'on a cru y trouver. Les devoirs sont difficiles à remplir et ils sont souvent accomplis de façon machinale et routinière. Le contrôle des conseils d'administration est chose laborieuse, souvent impossible pour ceux qui ne sont pas eux-mêmes membres de ces conseils.

Il y a donc grand péril pour les magistrats à compromettre leur responsabilité dans des fonctions qu'ils ne sont pas spécialement préparés à remplir, mais où leur présence paraîtra aux actionnaires une garantie contre les abus.

Cette considération nous paraît d'autant plus importante que les sociétés augmentent chaque jour en nombre et en importance. La complication des affaires est devenue extrême. Le contrôle, qui pouvait sembler facile en 1848, risque de ne s'exercer que de façon fort imparfaite aujourd'hui, s'il n'est pas confié à des hommes investis de connaissances spéciales et pratiques dans le domaine des affaires.

La Section centrale a pensé que les interdictions de la loi ne devaient pas

atteindre les magistrats qui pouvaient avoir leurs intérêts engagés dans des associations commerciales en participation ou en commandite simple. Ces associations ne font aucun appel aux capitaux du public, et rien ne s'oppose à ce qu'ils y exercent les droits de surveillance, de contrôle ou d'autorisation réservés généralement aux commanditaires.

Des droits analogues pourront être exercés, même dans les sociétés anonymes ou en commandite par actions, par les magistrats qui y seraient engagés dans les conditions indiquées à l'alinéa 2 de l'article 179 proposé. Mais il paraît nécessaire ici de subordonner l'exercice de ces droits à l'autorisation du Gouvernement, qui ne pourra être donnée que de l'avis conforme de la Cour ou du Tribunal dont le magistrat intéressé fait partie.

La Section centrale a pensé aussi qu'il convenait de porter à six mois le délai endéans lequel les magistrats qui occupent actuellement des fonctions dans les conseils de surveillance auraient à se mettre en règle avec les dispositions de la loi.

Le Rapporteur,
ÉMILE FERON.

Le Président,
E. NERINX.

Texte de la proposition de loi.

ARTICLE PREMIER.

L'article 179 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire est modifié comme suit :

ART. 179. — Il est interdit, sous les peines disciplinaires, à tout magistrat de l'ordre judiciaire, d'exercer soit par lui-même, soit sous le nom de son épouse, ou par toute autre personne interposée, aucune espèce de commerce, d'être agent d'affaires ou de participer à la fondation, à la direction, à l'administration ou à la surveillance de toute société ou établissement industriel, commercial ou financier.

Tekst van het wetsvoorstel.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 179 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting wordt gewijzigd als volgt :

ART. 179. — Op straffe van de voorziene tuchtmiddelen, is het aan elken magistraat van de rechterlijke macht verboden hetzij zelf, hetzij op den naam van zijne echtgenootte of door tussehenkomst van welken persoon ook, om 't even welk soort van handel te drijven, zaakwaarnemer te zijn of deel te nemen aan de oprichting, het bestuur, het beheer van eenige vennootschap of inrichting van nijverheid, handel of finacie, of daarover toezicht uit te oefenen.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

L'article 179 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire est modifié comme suit :

Il est interdit, sous les peines disciplinaires, à tout membre de l'ordre judiciaire, d'exercer soit par lui-même, soit sous le nom de son épouse, ou par toute autre personne interposée, aucune espèce de commerce, d'être agent d'affaires ou de participer à la direction, à l'administration ou à la surveillance de toute société ou établissement industriel, commercial ou financier.

Il est interdit à tout membre de l'ordre judiciaire de figurer en qualité de fondateur dans les actes de constitution des sociétés anonymes ou en commandite par actions, sauf dans le cas où son intervention serait justifiée par l'apport en nature de biens mobiliers ou immobiliers acquis soit par succession ou donation, soit même à titre onéreux, pourvu que l'acquisition n'ait pas été faite en vue de l'apport.

Les interdictions comminées par la présente loi ne s'appliquent pas à l'exercice des droits de surveillance, de contrôle ou d'autorisation qui peuvent appartenir aux associés en participation, aux associés commanditaires dans les sociétés en commandite simple ou même aux actionnaires des sociétés en commandite par actions ou des sociétés anonymes qui, par suite des apports prévus par l'alinéa 2 du présent article, auraient un intérêt personnel à contrôler la marche de la société.

Toutefois, en ce qui concerne les sociétés en commandite par actions et les sociétés anonymes, l'autorisation du Gouvernement sera nécessaire et elle ne sera donnée que de l'avis conforme de la Cour ou du Tribunal dont le magistrat intéressé fera partie.

Artikel 179 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting wordt gewijzigd als volgt :

Op straffe van de voorziene tuchtmiddelen, is het aan elk lid der rechterlijke macht verboden hetzij zelf, hetzij op den naam van zijne echtgenoot of door tussehenkomst van welken persoon ook, om 't even welken handel te drijven, zaakwaarnemer te zijn of deel te nemen aan het bestuur, het beheer van eenige vennootschap of inrichting van nijverheid, handel of finacie, of daarover toezicht uit te oefenen.

Het is aan elk lid der rechterlijke macht verboden, als stichter op te treden in de akten tot oprichting van naamlooze of commanditaire vennootschappen op aandeeleu, behalve wanneer zijne tussehenkomst is gerechtvaardigd door den inbreng in natura van roerende of onroerende goederen verkregen hetzij bij erfenis of schenking, hetzij zelfs ten bezwarenden titel, mits zij niet werden verkregen met hetoog op den inbreng.

De in deze wet vervatte verbodsbepalingen zijn niet van toepassing op het uitoefenen der rechten van toezicht, nazicht of machtiging kunnende toebehooren aan de leden der vennootschappen in deelneming, aan de commanditaire vennoten in de handelsvereenigingen op enkele commandite of zelfs aan de aandeelhouders der commanditaire vennootschappen op aandeeleu of der naamlooze vennootschappen die, als gevolg van den inbreng, bij het 2^{de} lid van dit artikel voorzien, er persoonlijk belang bij hebben de verrichtingen der maatschappij na te gaan.

Wat echter de commanditaire vennootschappen op aandeeleu en de naamlooze vennootschappen betreft, wordt de machtiging der Regeering vereischt en deze wordt niet gegeven tenzij op eensluidend advies van het Hof of van de Rechtbank waartoe de

Texte de la proposition de loi

Tekst van het wetsvoorstel.

Le Gouvernement pourra, dans des cas particuliers, relever de cette interdiction les greffiers et les commis-greffiers.

ART. 2.

La présente loi sera exécutoire le lendemain de sa publication au *Moniteur*. Toutefois, les magistrats qui se trouvent dans l'un des cas énoncés à l'article précédent, auront deux mois, à partir de cette publication, pour se conformer aux prohibitions qu'il porte.

De Regeering kan, in bijzondere gevallen, de griffiers en de commies-griffiers van dat verbod ontheffen.

ART. 2.

Deze wet zal in werking treden daags na hare afkondiging in het *Staatsblad*. Echter hebben de magistraten, die zich bevinden in één van de gevallen bij het vorig artikel voorzien, twee maanden, te rekenen van die afkondiging, om zich te schikken naar de verbodsbepalingen daarin vervat.



Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

Pour les juges de paix, l'avis sera donné par le Tribunal de première instance.

Cette autorisation sera toujours révocable.

Le Gouvernement pourra aussi, dans des cas particuliers, relever les greffiers et les greffiers-adjoints des interdictions combinées par le présent article.

Art. 2.

Les magistrats qui, au moment de la publication de la loi, occuperont, dans les sociétés, des fonctions visées par la présente loi devront, endéans les six mois, se conformer aux prescriptions qu'elle contient.

belanghebbende magistraat behoort. Voor de vrederechters wordt het advies der Rechtbank van eersten aanleg gevraagd.

Deze machtiging kan altijd ingetrokken worden.

De Regeering kan ook, in bijzondere gevallen, de griffiers en adjunct-griffiers ontheffen van de verbodsbepalingen in dit artikel vervat.

Art. 2.

De magistraten die, op 't oogenblik der afkondiging van de wet, in de vennootschappen ambten bekleeden die door deze wet worden bedoeld, moeten zich, binnen de zes maanden, gedragen naar de daarin vervatte voorschriften.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 MEI 1904.

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 179 der wet van 18 Juni 1869
op de rechterlijke inrichting ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER FERON.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel werd den 24ⁿ Juli 1903 overgelegd door de heeren Louis Bertrand, E. Vandervelde, G. Lorand, Felix Cambier, J. Destrée en L. Meysmans.

Den 3ⁿ Februari 1904 onderworpen aan het onderzoek der afdelingen, werd het aangenomen in de 2^{de} afdeeling, met vier stemmen tegen twee; in de 4^{de} afdeeling, bij eenparigheid der vier aanwezige leden; in de 5^{de} afdeeling, met drie stemmen en vier onthoudingen; in de 6^{de} afdeeling, met twee stemmen tegen ééne. Het voorstel werd verworpen in de 1^{ste} afdeeling, met ééne stem tegen ééne. Zelfde stemming in de 3^{de} afdeeling.

De heeren Lefebvre, Dufrane, Helleputte, Berloz, Van Langendonck en Feron werden aangeduid als verslaggevers.

In de 1^{ste} afdeeling, werd het gevoelen uitgedrukt dat eene wet nutteloos was en dat een ministerieele omzendbrief zou volstaan; dat het overigens wenschelijk was dat magistraten geen deel namen aan handels- of financienzaken.

In de 2^{de} afdeeling, gaf een lid als reden zijner onthouding over artikel 1 dit feit op, dat « *het ontwerp de Regeering en de magistratuur aanvalt* ». Hij vindt ook dat de tijdsbestekken in artikel 2 te kort zijn.

(1) Wetsvoorstel, n^r 225 (zittingsjaar 1902-1903).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer NERINX, bestond uit de heeren LEFEBVRE, DUFRANE, HELLEPUTTE, BERLOZ, VAN LANGENDONCK en FERON.

In de 5^{de} afdeeling, was een lid van gevoelen dat het ontwerp den geest weergeeft van de wet van 1845, volgens welke het den magistraten is verboden eenige bezoldigde betrekking te bekleeden buiten hun ambt.

Een ander lid uit de meening, dat het voorstel te verre gaat en men de magistraten zou kunnen veroorloven commissaris in vennootschappen te zijn, doch zonder bezoldiging. Magistraten hebben er groot belang bij de ondernemingen te bewaken, waarin hunne fondsen zijn belegd. Doch een ander lid brengt hiertegen in dat de bezoldiging verholten kan worden.

Eindelijk, in de 6^{de} afdeeling verklaart een lid dat de bewoordingen der Memorie van Toelichting hem in geen geval zouden veroorloven voor het ontwerp te stemmen; over den grond van dit ontwerp behoudt hij insgelijks geheel zijne meening voor.

Een ander lid verklaart dat hij, zonder in te stemmen met al de overwegingen van de Toelichting, voor het ontwerp is, behoudens de volgende amendementen :

1^o De woorden : « *aan de oprichting* » uit den tekst van het voorgesteld eerste lid van het nieuw artikel 179 te doen wegvallen.

2^o Aan dit eerste lid onderstaande bepaling toe te voegen :

« Het is aan elken magistraat verboden, als stichter op te treden in de » akten tot oprichting van naamlooze of commanditaire vennootschappen » op aandeelen, behalve wanneer zijne tusschenkomst noodzakelijk zou » zijn door den inbreng in natura van roerende of onroerende goederen » welke zijn eigendom of dien van zijne echtgenooten zouden wezen. »

3^o Er insgelijks de volgende bepaling aan toe te voegen :

« De in deze wet vervatte verbodsbepalingen zijn niet van toepassing op » het uitoefenen der rechten van toezicht, nazicht of machtiging kunnende » toebehooren aan de commanditaire vennoten in de handelsvereenigingen » op enkele commandite of aan de leden der vennootschappen in deelneming. »

De 6^{de} afdeeling stemde over elk dezer amendementen.

Zij nam het eerste aan bij eenparigheid en het derde met twee stemmen tegen ééne. Zij verwierp het tweede met 1 stem tegen 1 en 1 onthouding.

De Middenafdeeling wijzigde het ontwerp.

Bij eenparigheid harer leden deed zij de woorden « *aan de oprichting* » wegvallen uit het eerste artikel.

Vervolgens werd het eerste lid van het ontwerp aangenomen met vier stemmen tegen drie.

Met vier stemmen en drie onthoudingen vereenigde de Middenafdeeling, mits wijziging van den tekst, zich met het in de zesde afdeeling voorgesteld amendement tot bepaling van de gevallen waarin leden van de rechterlijke macht de hoedanigheid van *stichter* mogen hebben.

Met vier stemmen en twee onthoudingen aanvaardde de Middenafdeeling

het laatste amendement der zesde afdeeling, betreffende de handelsvereeningingen op enkele commandite en de vennootschappen in deelneming.

Het ontwerp werd in zijn geheel goedgekeurd met vier stemmen tegen twee.

De redenen waarop de beslissingen der Middenafdeeling zijn gesteund, zijn dezelfde als die waarom reeds in artikel 16 der wet van 20 Mei 1845 de bepalingen van openbaar belang werden opgenomen, welke artikel 179 der wet van 18 Juni 1869 zonder hoegenaamde wijziging overnam.

Als algemeene regel geldt, dat burgers die een door den Staat bezoldigd ambt bekleeden, niet terzelfder tijd eene winstgevende betrekking mogen hebben. Deze regel wordt toegepast op de geringste bedieningen en maakt vaak het leven lastig voor mindere ambtenaren en werklieden bij openbare besturen. Toch denkt men niet daarvan af te zien. De openbare meening is niet voor het gelijktijdig bekleeden van verschillende ambten en betrekkingen. Vaak is er wezenlijke onvereinbaarheid en echte strijdigheid tusschen de aangenomen ambtsverrichtingen. Al is er zelfs niets dergelijks te vreezen, toch gebeurt het zelden dat de bijkomende betrekking niet een gedeelte van den tijd en van den arbeid vergt, die door de hoofdbetrekking wordt gevergd. Eindelijk is het ook een regel van billijkheid dat men, in den onvermijdelijken strijd om het bestaan, eenige gelijkheid onder de mededingers handhaaft. Welnu, de reeds door den Staat bezoldigde ambtenaar zou een al te blijkbaar voordeel hebben op den eenvoudigen burger, aan zijne eigene krachten overgelaten, aan wien hij de voordeelen zou betwisten, welke vrije beroepen kunnen opleveren.

Al die redenen zijn nog sterker voor magistraten dan voor eenvoudige burgers, die openbare ambten bekleeden. En het verbod om verschillende ambten gelijktijdig te bekleeden is voorzeker minder pijnlijk voor hen dan voor vele ambtenaren van meer nederigen rang.

Overigens verkeeren de leden der rechterlijke macht in uitzonderlijke voorwaarden van waardigheid en onafhankelijkheid. Zij staan buiten het bereik der Regeering. Zij oefenen de verhevenste maatschappelijke zending en de meeste geduchte machten uit. Het fortuin, de vrijheid, de eer, het leven der burgers berusten in hunne handen, en dit maakt het noodzakelijk dat de magistraten zoo volkomen mogelijk worden onttrokken aan den bitteren strijd van de belangen, wier ontelbare wisselvaligheden de wet ze gelast te beoordeelen. Zij mogen aan geene verdenking zijn blootgesteld.

De Belgische magistratuur behoort tot diegene welke achting en eerbied hebben verworven en is in den hoogsten graad bezorgd om hare waardigheid. Haar aanzien kan niet lijden door de jongste rechterlijke debatten, herinnerd in de Toelichting van het wetsvoorstel, want het gold toen slechts een enkel magistraat.

De Middenafdeeling heeft die daden niet te beoordeelen en vereenigt zich niet met al de bedenkingen van de Toelichting. Doch zonder aarzelen neemt zij aan, dat er in de wet leemten zijn die moeten aangevuld worden. Wij houden ons overtuigd dat dit ook het algemeen gevoelen onzer magistratuur is.

Toen de bepalingen, die thans artikel 179 der wet van 1869 uitmaken, aan de Kamer werden voorgesteld, waren zij ook gewettigd door een opstand van het openbaar gevoelen tegen financieel bedrog. De heer Delehaye, verslaggever der Middenafdeeling, zegde :

« De Kamer zal zich herinneren dat er, drie jaar geleden, in België een
« algemeene kreet van afkeuring oprees tegen het meerendeel der vereeni-
« gingen, die toen, het dient te worden gezegd, werden opgericht ten koste
« van het openbaar fortuin. Ongelukkiglijk kwamen vele namen van magis-
« traten in die vereenigingen voor. »

Thans, na de overgroote ontwikkeling der naamlooze vennootschappen en, wij moeten het ook zeggen, na de financieele bedriegerijen, is de wet niet meer toereikend.

Het gewijzigd voorstel van den heer Bertrand geeft daaraan de noodige aanvulling.

Het stichten zelf van de vennootschappen geeft aanleiding tot schaamteloze verlokking. De bespottelijke ijdelheid van de inbrengaandeelen wordt al te vaak verborgen door de verleiding der namen en titels van de stichters, beheerders, leden van den raad van toezicht.

De namen onzer magistraten mogen niet in gevaar worden gebracht in dergelijke avonturen, en mogen niet, behendig geëxploiteerd door hen die de zaak op touw zetten, een bedrieglijk vertrouwen inboezemen aan ongelukkige aandeelhouders.

De wet op de vennootschappen machtigt de inschrijvers op in specie aflosbare aandelen de hoedanigheid als stichter niet aan te nemen. De Middenafdeeling is van oordeel dat, wanneer magistraten inschrijven voor aandelen, zij gebruik moeten maken van dat recht, en niet zonder noodzakelijkheid hunnen naam laten gebruiken als lokaas.

Zij mogen maar als stichters optreden wanneer hunne tusschenkomst noodzakelijk is gemaakt door het inbrengen van een goed dat afhangt van hunne persoonlijke bezitting, als bij voorbeeld de fabriek, door het overlijden van den vader overgemaakt aan zijne kinderen.

En over 't algemeen moeten zij ook niet, als leden van den raad van toezicht, deelnemen aan den gang der vennootschappen. Buiten de soms voorkomende gevallen waarin nijverheidsvennootschappen niets anders zijn dan het gemeenschappelijkmaken van een familie-erfgoed, bestaat er geene reden hoegenaamd waarom leden van de rechterlijke macht inzonderheid zouden aangeduid zijn om dergelijke ambten te vervullen.

Zelfs is het te denken, dat de aard hunner werkzaamheden en gewone bezigheden ze niet inzonderheid geschikt maakt voor het toezicht over handels- of financieevennootschappen. Eene vroeger verworven ervaring in zaken schijnt noodig om het toezicht eenigszins werkelijk te maken. En het mag worden gezegd dat de instelling van toezichtsraden meestijds op verre na niet de waarborgen oplevert, welke men daarin dacht te vinden. De plichten zijn moeilijk te vervullen en worden soms werktuiglijk en naar den slenter waargenomen. Het toezicht over beheerraden is lastig, vaak onmogelijk voor hem die zelf geen lid van dien raad is.

Dus is het voor de magistraten hoogst gevaarlijk hunne verantwoordelijkheid te wagen in betrekkingen waartoe zij niet bijzonderlijk zijn voorbereid, doch waarin hunne aanwezigheid voor de aandeelhouders een waarborg tegen misbruiken zal schijnen.

Deze bedenking schijnt ons te meer gewichtig, daar het aantal en het gewicht der vennootschappen met den dag toeneemt. De zaken zijn uiterst ingewikkeld geworden. Het toezicht, dat in 1843 gemakkelijk kon schijnen, loopt gevaar thans nog slechts onvolkomen te worden uitgeoefend, zoo het niet wordt toevertrouwd aan mannen met bijzondere en practische kennis van zaken.

De Middenafdeeling was van oordeel dat het verbod, door de wet uitgesproken, niet moet worden uitgestrekt tot magistraten die belang hebben bij handelsvereenigingen in deelneming of op enkele commandite. Die vereenigingen doen geen beroep op de kapitalen van het publiek, en niets verhindert dat zij daar het recht van toezicht of van machtiging uitoefenen, dat doorgaans is voorbehouden aan geldschieters.

Dergelijke rechten mogen, zelfs in naamlooze vennootschappen of commanditaire vereenigingen op aandeelen worden uitgeoefend door de magistraten, die daarin zouden betrokken zijn, in de voorwaarden vermeld in het tweede lid van het voorgesteld artikel 179. Doch hier schijnt het noodig de uitoefening van die rechten ondergeschikt te maken aan machtiging vanwege de Regeering, en deze mag maar worden gegeven na eensluidend advies van het Hof of van de Rechtbank waartoe de betrokken magistraat behoort.

De Middenafdeeling dacht insgelijks dat de termijn binnen welken de magistraten, die thans betrekkingen uitoefenen in raden van toezicht, zich moeten schikken naar de bepalingen der wet, op zes maanden behoorde te worden bepaald.

De Verslaggever,
EMILE FERON.

De Voorzitter,
E. NERINX.

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

L'article 179 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire est modifié comme suit :

ART. 179. — Il est interdit, sous les peines disciplinaires, à tout magistrat de l'ordre judiciaire, d'exercer soit par lui-même, soit sous le nom de son épouse, ou par toute autre personne interposée, aucune espèce de commerce, d'être agent d'affaires ou de participer à la fondation, à la direction, à l'administration ou à la surveillance de toute société ou établissement industriel, commercial ou financier.

Artikel 179 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting wordt gewijzigd als volgt :

ART. 179. — Op straffe van de voorziene tuchtmiddelen, is het aan elken magistraat van de rechterlijke macht verboden hetzij zelf, hetzij op den naam van zijne echtgenoot of door tusshenkomst van welken persoon ook, om 't even welk soort van handel te drijven, zaakwaarnemer te zijn of deel te nemen aan de oprichting, het bestuur, het beheer van eenige vennootschap of inrichting van nijverheid, handel of finantie, of daarover toezicht uit te oefenen.

Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

EERSTE ARTIKEL.

L'article 179 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire est modifié comme suit :

Il est interdit, sous les peines disciplinaires, à tout membre de l'ordre judiciaire, d'exercer soit par lui-même, soit sous le nom de son épouse, ou par toute autre personne interposée, aucune espèce de commerce, d'être agent d'affaires ou de participer à la direction, à l'administration ou à la surveillance de toute société ou établissement industriel, commercial ou financier.

Il est interdit à tout membre de l'ordre judiciaire de figurer en qualité de fondateur dans les actes de constitution des sociétés anonymes ou en commandite par actions, sauf dans le cas où son intervention serait justifiée par l'apport en nature de biens mobiliers ou immobiliers acquis soit par succession ou donation, soit même à titre onéreux, pourvu que l'acquisition n'ait pas été faite en vue de l'apport.

Les interdictions comminées par la présente loi ne s'appliquent pas à l'exercice des droits de surveillance, de contrôle ou d'autorisation qui peuvent appartenir aux associés en participation, aux associés commanditaires dans les sociétés en commandite simple ou même aux actionnaires des sociétés en commandite par actions ou des sociétés anonymes qui, par suite des apports prévus par l'alinéa 2 du présent article, auraient un intérêt personnel à contrôler la marche de la société.

Toutefois, en ce qui concerne les sociétés en commandite par actions et les sociétés anonymes, l'autorisation du Gouvernement sera nécessaire et elle ne sera donnée que de l'avis conforme de la Cour ou du Tribunal dont le magistrat intéressé fera partie.

Artikel 179 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting wordt gewijzigd als volgt :

Op straffe van de voorziene tuchtmiddelen, is het aan elk lid der rechterlijke macht verboden hetzij zelf, hetzij op den naam van zijne echtgenoot of door tussehenkomst van welken persoon ook, om 't even welken handel te drijven, zaakwaarnemer te zijn of deel te nemen aan het bestuur, het beheer van eenige vennootschap of inrichting van nijverheid, handel of finacie, of daarover toezicht uit te oefenen.

Het is aan elk lid der rechterlijke macht verboden, als stichter op te treden in de akten tot oprichting van naamlooze of commanditaire vennootschappen op aandelen, behalve wanneer zijne tussehenkomst is gerechtvaardigd door den inbreng in natura van roerende of onroerende goederen verkregen hetzij bij erfenis of schenking, hetzij zelfs ten bezwarenden titel, mits zij niet werden verkregen met hetoog op den inbreng.

De in deze wet vervatte verbodsbepalingen zijn niet van toepassing op het uitoefenen der rechten van toezicht, nazicht of machtiging kunnende toebehooren aan de leden der vennootschappen in deelneming, aan de commanditaire vennoten in de handelsvereenigingen op enkele commandite of zelfs aan de aandeelhouders der commanditaire vennootschappen op aandelen of der naamlooze vennootschappen die, als gevolg van den inbreng, bij het 2^{de} lid van dit artikel voorzien, er persoonlijk belang bij hebben de verrichtingen der maatschappij na te gaan.

Wat echter de commanditaire vennootschappen op aandelen en de naamlooze vennootschappen betreft, wordt de machtiging der Regeering vereischt en deze wordt niet gegeven tenzij op eensluidend advies van het Hof of van de Rechtbank waartoe de

Texte de la proposition de loi.

Tekst van het wetsvoorstel.

Le Gouvernement pourra, dans des cas particuliers, relever de cette interdiction les greffiers et les commis-greffiers.

De Regeering kan, in bijzondere gevallen, de griffiers en de commies-griffiers van dat verbod ontheffen.

ART. 2.

ART. 2.

La présente loi sera exécutoire le lendemain de sa publication au *Moniteur*. Toutefois, les magistrats qui se trouvent dans l'un des cas énoncés à l'article précédent, auront deux mois, à partir de cette publication, pour se conformer aux prohibitions qu'il porte.

Deze wet zal in werking treden daags na hare afkondiging in het *Staatsblad*. Echter hebben de magistraten, die zich bevinden in één van de gevallen bij het vorig artikel voorzien, twee maanden, te rekenen van die afkondiging, om zich te schikken naar de verbodsbepalingen daarin vervat.



Texte proposé par la Section centrale.

Tekst door de Middenafdeeling voorgesteld.

Pour les juges de paix, l'avis sera donné par le Tribunal de première instance.

Cette autorisation sera toujours révocable.

Le Gouvernement pourra aussi, dans des cas particuliers, relever les greffiers et les greffiers-adjoints des interdictions comminées par le présent article.

ART. 2.

Les magistrats qui, au moment de la publication de la loi, occuperont, dans les sociétés, des fonctions visées par la présente loi devront, endéans les six mois, se conformer aux prescriptions qu'elle contient.

belanghebbende magistraat behoort. Voor de vrederechters wordt het advies der Rechtbank van eersten aanleg gevraagd.

Deze machtiging kan altijd ingetrokken worden.

De Regeering kan ook, in bijzondere gevallen, de griffiers en adjunct-griffiers ontheffen van de verbodsbepalingen in dit artikel vervat.

ART. 2.

De magistraten die, op 't oogenblik der afkondiging van de wet, in de vennootschappen ambten bekleeden die door deze wet worden bedoeld, moeten zich, binnen de zes maanden, gedragen naar de daarin vervatte voorschriften.

